

sition de résolution invitant le Gouvernement à modifier les pensions civiles et militaires dans les territoires d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur* [19 mai 1948] (p. 2745, 2746); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Marine marchande : *Discussion générale* [7 avril 1949] (p. 2193, 2194); — des interpellations sur la politique économique et financière dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale (Ses observations sur les subventions au fonds de compensation de Saint-Pierre et Miquelon)* [21 juin 1949] (p. 3582, 3583); — d'une proposition de loi relative à la situation des fonctionnaires civils et militaires des territoires d'outre-mer; Art. 3 : *Son amendement tendant à ne pas empiéter sur les prérogatives des Assemblées représentatives* [23 février 1950] (p. 1339); Art. 4 : *Son amendement tendant à prévoir le cas d'un fonctionnaire métropolitain arrivant dans les territoires d'outre-mer après la promulgation de la loi* (p. 1344); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1347); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; FRANCE D'OUTRE-MER, Art. 2 : *Dépenses de la magistrature dans les territoires d'outre-mer* [6 juin 1950] (p. 4321); Chap. 5020 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour subventions au budget de Saint-Pierre et Miquelon* (p. 4343, 4344); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 5020 : *Subventions au budget de Saint-Pierre et Miquelon* [5 avril 1951] (p. 2626, 2627, 2628); — du projet de loi portant réalisation d'un plan d'économies : *Discussion générale (Saint-Pierre et Miquelon)* [5 mai 1951] (p. 4612).

LAURENS (M. Camille), Député du Cantal.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre de la Commission d'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347).

Dépôts :

Le 4 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inclure

dans le prix du blé une « prime de compensation » pour les départements de faible production, en vue de fixer un plus juste prix en fonction du prix de revient, n° 1236. — Le 25 juin 1947, une proposition de loi relative au rétablissement en nature des propriétés rurales expropriées pour la réalisation des équipements hydro-électriques et industriels, n° 1830. — Le 3 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de l'Agriculture sur la proposition de résolution de M. Deshors et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à intensifier l'exportation du porc, du bétail de boucherie et des bêtes d'élevage des régions pauvres vers les pays européens, n° 9437. — Le 23 juin 1950, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de résolution : 1° de M. Viatte et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à pratiquer une politique de stockage des fromages de garde; 2° de M. Boccagny et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à cesser toutes importations de produits laitiers et à pratiquer une politique de soutien aux organismes stockeurs de fromages de garde, n° 10433. — Le 4 avril 1951, une proposition de loi tendant à prévoir un abattement à la base pour le calcul de la taxe proportionnelle, n° 12691.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947, Etat A, AGRICULTURE : *Discussion générale (Problème social et démographique)* [6 mars 1947] (p. 693, 694). — Dépose une demande d'interpellation sur les raisons qui ont motivé l'incorporation des jeunes gens de la classe 1947 par séries de départements [8 mai 1947] (p. 1507). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion [9 mai 1947] (p. 1569). — Intervient dans la discussion : de la proposition de loi de M. Castera relative au prix différentiel du blé [5 juin 1947] (p. 1923, 1924); — du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources; Art. 15 : *Financement des lois sociales en agriculture* [23 juin 1947] (p. 2375, 2376). — Pose une question à M. le Ministre des Travaux publics et des Transports concernant la reconstruction de la

voie ferrée Bort—Eygurande [4 juillet 1947] (p. 2743). — Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question concernant l'emploi du fonds collectif d'équipement rural d'après le plan Monnet [18 juillet 1947] (p. 3181). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), JEUNESSE, ARTS ET LETTRES, Chap. 502 : *Amendement de M. Bardoux tendant à réduire les crédits pour subventions* [10 juillet 1947] (p. 2941) ; P. T. T., Chap. 313 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour entretien des automobiles* [11 juillet 1947] (p. 2974, 2975) ; *le retire* (ibid.) ; PRODUCTION INDUSTRIELLE, Chap. 111 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour les services extérieurs de la Direction de l'Electricité* (p. 3005, 3006) ; *le retire* (ibid.). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de loi de M. Gros tendant à réglementer le temps de travail dans les professions agricoles : *Discussion générale* [25 juillet 1947] (p. 3532) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [31 juillet 1947] (p. 3762) ; — du projet de loi portant statut de la coopération ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à définir les coopératives de façon à les distinguer du commerce* [30 juillet 1947] (p. 3706, 3707) ; Art. 2 : *Amendement de M. Waldeck Rochet tendant à supprimer la deuxième phrase de l'alinéa (Ses explications de vote)* (p. 3709) ; — d'une proposition de loi de M. Chaumel concernant l'article 33 du statut des baux ruraux ; Art. 3 : *Amendement de M. Orvoen tendant à appliquer la loi du 13 avril 1946 au bail à domaine congéable* [11 août 1947] (p. 4238). — Participe à la discussion : du projet de loi réprimant les manœuvres s'opposant à la collecte et à la répartition des denrées rationnées : *Discussion générale* [28 août 1947] (p. 4763) ; — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 3 : *Son amendement tendant à exonérer les petits agriculteurs* [22 décembre 1947] (p. 6119, 6120, 6127, 6128) ; — du projet de loi autorisant l'émission d'un emprunt ; Art. 4 : *Son amendement permettant aux souscripteurs de payer en bons du Trésor* [22 décembre 1947] (p. 6173). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 2 : *Son amendement tendant à exonérer pour la tranche de 1 à 32.500 francs*

les contribuables dont les bénéfices forfaitaires taxés sont inférieurs à 100.000 francs [3 janvier 1948] (p. 19) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à appliquer aux agriculteurs les mêmes taux qu'aux industriels et commerçants* (p. 29) ; *Son second amendement analogue* (ibid.) ; — du projet de loi tendant à réprimer les hausses de prix injustifiées ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Leenhardt tendant à ajouter un alinéa relatif aux prix agricoles* [18 février 1948] (p. 863, 864) ; Art. 1^{er} bis : *Déclaration obligatoire par les vendeurs et dépositaires* [19 février 1948] (p. 879) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (Budget 1948, dépenses civiles), Etat A, P. T. T., Chap. 902 : *Matériel radioélectrique* [25 février 1948] (p. 1103) ; — du projet de loi portant réglementation du temps de travail dans l'agriculture, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [2 mars 1948] (p. 1252, 1253) ; — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 9 bis : *Son amendement tendant à modifier les commissions paritaires de prélèvement* [6 mars 1948] (p. 1472) ; *le retire* (ibid.) ; *Amendement analogue de M. Courant* (p. 1473, 1476) ; *Amendement analogue de M. Lucas* (p. 1474) ; *Son amendement tendant à tenir compte des conditions d'établissement des impositions en 1946* (p. 1476, 1477) ; *le retire* (p. 1477) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à réduire le taux du prélèvement pour les agriculteurs* [7 mars 1948] (p. 1513) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 5 : *Amendement de M. Ramarony tendant à fixer des plafonds au prélèvement* [8 mars 1948] (p. 1542) ; — du projet de loi portant appel sous les drapeaux de la classe 1948 ; Art. 1^{er} : *Amendements de MM. Delachenal et Manceau tendant à fractionner l'incorporation* [11 mars 1948] (p. 1640) ; — du projet de loi fixant le statut juridique des centres techniques industriels ; Art. 4 : *Amendement de M. Degoutte tendant à modifier la composition des conseils d'administration* [6 mars 1948] (p. 1763) ; — de la proposition de loi portant stabilisation du prix des baux à ferme ; Article unique : *Son contre-projet tendant à permettre le recours devant le tribunal paritaire* [30 avril 1948] (p. 2421, 2422) ; *Amendement de M. Coudray tendant à prendre le cours moyen de plusieurs années comme références pour le prix du bail* (p. 2347) ; —

d'une proposition de loi relative au cumul des exploitations agricoles; Article unique : *Amendement de M. Louvel relatif aux fermes démembrées et devenues de ce fait inexploitable* [16 décembre 1948] (p. 7652); *Son sous-amendement tendant à faire dépendre la décision préfectorale de l'avis de la Commission consultative des baux ruraux* (p. 7653, 7654); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur la mévente des fromages d'Auvergne et l'importation du fromage de Hollande)* [25 février 1949] (p. 995, 996); — du projet de loi relatif à l'élection des conseils d'administration des organismes de la Mutualité agricole, amendé par le Conseil de la République; Art. 5 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale ne prévoyant pas de collèges cantonaux* [17 mai 1949] (p. 2544); Art. 14 : *Amendement relatif à la composition du conseil d'administration de la Mutualité sociale agricole* (p. 2543); — d'une proposition de loi relative aux rentes et allocations des mutilés du travail; Art. 15 : *Amendement de M. Bas tendant à prévoir des avances du Trésor au fonds agricole de majoration des rentes* [20 mai 1949] (p. 2734). — Dépose une demande d'interpellation sur l'importation en France de produits laitiers de Belgique, Hollande et Danemark [17 juin 1949] (p. 3521). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents [21 juin 1949] (p. 3568). — Prend part à la discussion : du projet de loi ratifiant l'accord international sur le blé : *Discussion générale* [30 juin 1949] (p. 3975, 3976, 3977); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. A : *Amendement de M. Jean Masson tendant à supprimer l'article rétablissant la contribution foncière des propriétés non bâties* [20 juillet 1949] (p. 4869); *Amendement de M. Jean Masson tendant à supprimer l'article relatif à l'impôt foncier sur les propriétés non bâties* [21 juillet 1949] (p. 4971); Art. 42 : *Ses observations sur l'article relatif à la répartition de la taxe locale* [24 juillet 1949] (p. 5142, 5143); — d'une proposition de loi relative au prix du blé; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Lalle tendant à supprimer l'article* [28 juillet 1949] (p. 5465); — d'une proposition de résolution relative au prix de la betterave : *Ses explications de vote* [10 novembre 1949] (p. 6060); — du projet de loi de finances pour l'exercice

1950; Art. 27 : *Son rappel au règlement (Recevabilité de l'amendement de M. Tanguy Prigent relatif à l'évaluation forfaitaire des bénéfices des exploitations agricoles* [30 décembre 1949] (p. 7614); *Son rappel au règlement; Son droit à la parole* [31 décembre 1949] (p. 7638, 7639). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Suite du débat sur la politique agricole*) [24 janvier 1950] (p. 468, 469). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les prix agricoles : *Discussion générale (Ses observations sur le prix des fromages)* [25 janvier 1950] (p. 497); *Différents ordres du jour présentés par MM. Desjardins, Masson, Moussu, Rochet et Antier* [24 février 1950] (p. 1484, 1485); — du projet de loi concernant l'appel sous les drapeaux en 1950; Art. 4 bis : *Son amendement tendant à affecter les jeunes gens dans les garnisons suivant leur situation de famille* [2 mars 1950] (p. 1634); *le retire* (p. 1632); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils; P. T. T., Chap. 1040 : *Amendement de M. Barrot tendant à rétablir les crédits prévus pour les auxiliaires du Centre national d'études des télécommunications* [3 mai 1950] (p. 3200); AGRICULTURE : *Discussion générale (Ses observations sur la baisse des prix de revient agricoles, la nécessité des exportations agricoles et l'importation de beurre étranger)* [24 mai 1950] (p. 3855, 3856, 3857); AFFAIRES ÉCONOMIQUES : *Discussion générale (Ses observations sur le marché laitier)* [16 juin 1950] (p. 4920); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5150 : *Reconstruction des voies ferrées de la S. N. C. F. (Ligne de Bort—Eygurande)* [1^{er} août 1950] (p. 6375). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics et des Transports une question relative au rétablissement de la voie ferrée Bort—Eygurande [9 juin 1950] (p. 4572, 4573). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la fixation du prix du blé : *Discussion générale* [27 juillet 1950] (p. 6066); — d'une proposition de résolution relative au stockage des fromages de garde, en qualité de *Rapporteur* [3 août 1950] (p. 6543); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles; Art. 6 : *Amendement de M. Charpentier tendant à percevoir une taxe de 5 francs par quintal de blé* [4 août 1950]

(p. 6644); — du projet de loi instituant une ristourne sur certains carburants utilisés en agriculture; Art. 1^{er} : *Ristourne en faveur du carburant utilisé par les moteurs fixes* [4 août 1950] (p. 6686); — du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles, amendé par le Conseil de la République; BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 10 : *Amendement de M. Charpentier tendant à disjoindre l'article donnant aux caisses la possibilité d'accorder ou de refuser des exonérations* [4 août 1950] (p. 6727); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif; Art. 11 : *Application de la loi aux exemptés de la classe 1950* [27 octobre 1950] (p. 7340); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur le prix du seigle et de l'avoine)* [7 décembre 1950] (p. 8796, 8797). = S'excuse de son absence [4 décembre 1946] (p. 51). = Obtient un congé [4 décembre 1946] (p. 51).

LAURENT (M. Augustin), Député du Nord
(2^e circonscription).

Ministre d'Etat.

(Cabinet BLUM)

du 17 décembre 1946 au 22 janvier 1947.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103), [11 février 1947] (p. 276), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice. (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) *Session du 7 novembre 1948* [23 novembre 1948] (p. 7150).

Dépôts :

Le 14 janvier 1947, un projet de loi relatif à l'organisation du marché de la viande, n° 282. — Le 18 mars 1947, une proposition de résolu-

tion tendant à inviter le Gouvernement à modifier les lois n° 46-118 du 20 mai 1946 et n° 46-1835 du 22 août 1946 relatives au régime des prestations familiales, n° 965. — Le 10 mars 1949, une proposition de loi tendant à obtenir le relèvement du taux de l'assistance à domicile versée aux vieillards, infirmes et incurables en application de la loi du 14 juillet 1905, n° 6756. — Le 10 mars 1949, une proposition de loi tendant à obtenir en faveur de certains travailleurs indépendants l'exonération des cotisations aux caisses d'allocations familiales, n° 6757. — Le 28 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à renouveler le paiement de la prime exceptionnelle et à l'étendre à tous les salariés de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, n° 8867. — Le 14 mars 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 344 du Code civil, relatif à l'adoption, n° 9456. — Le 17 octobre 1950, une proposition de loi tendant à permettre aux conseils généraux la perception d'une majoration de 0,10 0/0, des taxes locales additionnelles à la taxe sur le chiffre d'affaires (modification de l'art. 41 du Code des taxes sur le chiffre d'affaires), n° 10972.

Interventions :

Est nommé *Ministre d'Etat* (Cabinet L. Blum) (*J. O.* du 17 décembre 1946, p. 10691). Donne sa démission de *Ministre d'Etat* [16 janvier 1947] (1).

En qualité de Député :

Est entendu sur une communication du Gouvernement (*Situation des conflits sociaux*) [3 décembre 1947] (p. 5466). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à assurer la protection de la liberté du travail; Art. 3 : *Explications de vote (Sa réponse à M. Ramette)* [3 décembre 1947] (p. 5470). — Prend part à la discussion des interpellations sur les révélations de M. le Ministre de l'Intérieur et les grèves des mineurs : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre l'ordre du jour de M. Duclos prévoyant la création de Commissions d'enquête et ses observations sur*

(1) M. Léon Blum, Président du Gouvernement provisoire de la République, a remis sa démission à M. Vincent Auriol le 16 janvier 1947, à la suite de l'élection de celui-ci à la Présidence de la République.